

Nikola Gruevski, réfugié VIP d'Orbán

Corentin Léotard
Correspondant à Budapest

Ces derniers jours, j'ai reçu d'innombrables menaces de mort. Je me trouve maintenant à Budapest et j'ai demandé l'asile politique aux autorités hongroises." C'est par ce message posté sur sa page Facebook le 13 novembre que l'affaire Gruevski a débuté en Hongrie. Après vingt-quatre heures de silence, les Hongrois ont finalement admis que celui-ci avait été autorisé à déposer une demande d'asile, minimisant la chose à "une simple affaire juridique" et invoquant des "raisons de sécurité". Sans réussir à masquer que, en réalité, Budapest s'est clairement impliqué pour permettre à Nikola Gruevski d'échapper à la prison dans son pays.

À en croire les informations du journal *Deutsche Welle*, confirmées par la police albanaise, ce sont des diplomates hongrois qui ont aidé le fugitif dans sa cavale de Skopje jusqu'à Budapest, via l'Albanie, le Monténégro et la Serbie. Du personnel des ambassades hongroises à Tirana, Podgorica et Belgrade lui ont permis de franchir les frontières à bord de véhicules du corps diplomatique. "L'État hongrois n'a en aucune façon pris part au départ de Gruevski du territoire de la Macédoine", a affirmé jeudi le porte-parole du gouvernement, Gergely Gulyás. Soit, mais s'il a pu démentir que la Hongrie a exfiltré de Macédoine le repris de justice, il n'a en revanche pas dit un mot sur la suite de sa cavale à travers les Balkans.

Soros pour bouc émissaire commun

L'ancien homme fort de Skopje a pu déposer sa demande d'asile avant même son arrivée sur le sol hongrois, comme l'a fait savoir le ministre des Affaires étrangères, Péter Szijjártó. Il est fort possible que ce soit par les airs qu'il ait effectué la dernière partie de sa cavale, selon le site *Atlátszó* qui rapporte que le jet privé régulièrement utilisé par Viktor Orbán a effectué un aller-retour Budapest-Belgrade quelques heures seulement après l'annonce de Gruevski sur Facebook. Selon le responsable de la communication du Fidesz, les autorités hongroises ont ainsi volé au secours d'un homme "actuellement persécuté et menacé par un gouvernement de gauche soutenu par George Soros". Cette référence au milliardaire philanthrope américano-hongrois n'est pas anodine, étant donné que Viktor Orbán s'est inspiré de Nikola Gruevski pour ses campagnes de diffamation dirigées contre les organisations non gouvernementales cofinancées par Soros. Les deux hommes entretiennent une relation privilégiée, ayant été tous les deux clients de longue date du célèbre communicant des droites dures aux États-Unis, en Israël et en Europe de l'Est, Arthur Finkelstein, comme le rappelle le site *444.hu*. Des hommes du Fidesz en affaires avec lui ont aussi investi ces dernières années dans plusieurs médias macédoniens: la chaîne Alfa TV et les sites *Kurir.mk* et *Republika.mk*. Autre signe de leur proximité, Orbán s'était rendu sur les bords du lac d'Ohrid à l'automne 2017 pour faire campagne pour le parti nationaliste VMRO de Gruevski, peu avant des élections locales.

L'affaire a déclenché une tempête politique en Hongrie. Ce lundi en session parlementaire, des partis ont réclamé une commission d'enquête et la démission du ministre des Affaires étrangères. "Ces misérables criminels ont fait de notre pays une passerelle", peste contre le Fidesz l'ancien Premier ministre Ferenc Gyurcsány, chef du parti social-libéral DK, qui extrapole sur le fait qu'Orbán aurait agi sur ordre du Kremlin. Selon des médias hongrois et macédoniens, il se pourrait que la Hongrie ne soit qu'une étape vers la Russie ou la Turquie, deux pays avec lesquels Budapest entretient à l'heure actuelle les meilleures relations.

L'ancien homme fort de Skopje
a pu déposer sa demande
d'asile avant même son arrivée
sur le sol hongrois.